

Pourquoi Gratién Rukindikiza en veut-il tant à SurviT-Banguka ?

Depuis quelques temps, SurviT-Banguka essuie constamment des flèches vénéneuses et assassines, régulièrement décochées par un certain Gratién Rukindikiza, un Burundais de la diaspora, basé en France. Il en veut particulièrement à cette organisation qui, à ses yeux, a tort d'avoir pris l'initiative de prendre pour fait et cause la défense des intérêts des Batutsis du Burundi et l'instauration d'un état de droit respectueux des principes fondamentaux d'une démocratie consociative, propre au contexte burundais. Ce modèle de démocratie est d'ailleurs officiellement reconnu dans le laborieux Accord d'Arusha et est, dans une certaine mesure, traduit dans la constitution de la république du Burundi. La loi organique en vigueur dans le pays reconnaît en effet l'existence des ethnies au Burundi. Elle va même jusqu'à prescrire les modalités de partage du pouvoir entre ces composantes sociales. Mais sur terrain et dans les faits, les tutsis sont progressivement et systématiquement exclus de la Police, de l'Armée, de la Magistrature, des ministères économiques, des sociétés paraétatiques, ...de la vie en somme. SurviT-Banguka ne défend que cette démocratie des communautés et dans les communautés. Elle refuse toute forme d'exclusion pour qui que ce soit. C'est ainsi qu'en tant que citoyens burundais, démocrates, épris de paix et de liberté, les tutsis de la diaspora, convaincus de ces principes, n'ont besoin d'aucun mandat pour défendre les intérêts de leur communauté et, de manière générale, de tous les burundais, sans distinction d'ethnies, de clans, de régions, etc. Un coup d'œil à l'actif de SurviT-Banguka le prouve à suffisance : parrainage des orphelins de différentes ethnies, assistances aux déshérités de Kirundo, secours appuyé aux prisonniers, etc. La liste n'est pas exhaustive et nous défions le blogueur Gratién Rukindikiza, qui se fait passer pour un redresseur de torts et un donneur de bons et de mauvais points, d'en dire autant pour son compte. Au lieu de crier au scandale face aux criants déséquilibres observés à l'armée et à la police, à l'appartenance ethnique hutue devenue progressivement comme critère de promotion/embauche dans l'administration, à l'insoutenable injustice dont sont victimes les membres de la communauté tutsie, Gratién se complaît dans un angélisme naïf et verse plutôt dans la délation en jetant en pâture les leaders tutsis de la diaspora qui prennent les devants pour combattre cette injustice qui ne préfigure rien d'autre que la réédition du génocide de 1993. Mais son attitude mérite une attention particulière. Car pour peu qu'on se penche sur son passé récent, on se rend aisément compte qu'il a du mal à solder ses propres comptes. Au plus fort de la crise burundaise, Gratién Rukindikiza a en effet énergiquement soutenu, et il s'en glorifie, le CNDD-FDD, pendant le temps du maquis. Il lui est d'ailleurs resté religieusement inféodé, longtemps après sa propulsion au sommet de l'Etat. Jusqu'aujourd'hui, il ne s'empêche pas de louer l'héroïsme d'Hussein Rajabu, ancien président du mouvement rebelle et, plus tard, du parti CNDD-FDD. C'est comme s'il n'arrivait jamais à digérer la rupture entre le président de la république, Pierre Nkurunziza, et Hussein Rajabu. Ces deux hommes s'accordaient parfaitement sur l'idée d'exclure le tutsi et Gratién se délectait de ce point d'accord qui s'est finalement cristallisé par l'arrestation et la torture de l'ancien vice-président Alphonse Kadege et d'autres grandes figures de la résistance tutsie, en l'occurrence le colonel Damien Ndarisigaranye, Déo Niyonzima (initiateur de la SOJEDEM) ou encore Maître Isidore Ruyikiri. C'est vrai que l'ancien président de la république Domitien Ndayizeye était impliqué dans le vrai faux complot, autant que le docteur Alain Mugabarabona, président du PALIPE AGAKIZA. Leur intégrité physique a été soigneusement préservée.

Gratien Rukindikiza ne tarit toujours pas d'éloges envers « Burundi Bureau », premier portail Internet engagé contre le pouvoir de l'époque et animé par une certaine Brigitte Erler et Albert Mbonerane, M. Mbonerane Albert. Il ne s'indigne jamais de l'idéologie ethnisante véhiculée par ce même site. Ni la revendication identitaire du PALIPEHUTU, ni les crimes que ce mouvement a signés et publiquement revendiqués, en l'occurrence les massacres de tutsis congolais dits Banyamulenge, l'attaque criminel du bus « Titanic » sur les collines qui surplombent la ville de Bujumbura et le mitraillage des seuls tutsis qui étaient à son bord, rien ne le fait sourciller. Il en veut tout simplement à Survit-Banguka. Le parti politique de son neveu Sinduhije Alexis vient d'être enfin agréé. Il s'en félicite et nous aussi. Il loue la campagne du parti UPD et nous aussi. Que du bien en perspective pour les deux partis semble-t-il dire! Que le Ciel les assiste serions-nous tentés d'ajouter. Mais alors pourquoi ne peut-il pas tolérer que d'autres idées soient avancées au nom de la défense des intérêts d'une ethnie, alors que la constitution du Burundi autorise et organise les structures politiques de façon à accommoder toutes les ethnies? Aurai-t-il peur que Survit-Banguka ne lui dame le pion en conscientisant, en mobilisant et en canalisant les militants qu'il croyait drainer vers ses organisations fétiche ? *Wait and see.*